

1831 - Le télégraphe se réveille

Valentina Fortunato

Adhérente directe
Italie

Le Réveil⁽¹⁾.

Qui vous l'eût dit ! avant cette triste semaine
 Paris était pour vous un bienheureux domaine.
 Le sofa nonchalant vous avait assoupis ;
 Le salon sous vos pieds déroulait ses tapis ;
 Comme l'avait dit Thiers, prophète de la Chambre,
 Les fleurs naissaient pour vous dans le mois de novembre ;
 Noyés dans vos fauteuils, le visage vermeil,
 Vos yeux ternes encor d'un lubrique sommeil,
 Sans souci pour le Rhin, la Loire, ou l'Ar-dèche,
 Vous lisiez en riant la bénigne dépêche ;
 Puis au conseil, le soir, devant le Carrousel,
 Votre orgueil se targuait du calme universel.
 Plus de ces tristes nuits, où Paris sans lanternes
 Entendait le tambour, ce tocsin des casernes ;
 Le riant télégraphe à Montmartre endormi,
 N'avait, à son réveil, que des gestes d'ami.
 Pour défendre le seuil de chaque ministère,
 C'était assez pour vous qu'un garde sédentaire,
 Mariant la giberne à l'innocent briquet,
 Balançât sur l'épaule un frauduleux Gisquet.

Quel réveil ! Ils dormaient sur le roc de Sisyphé !
 Soudain le télégraphe, effrayant logogryphe,
 Automate de l'air par novembre engourdi,
 Tend ses bras torturés vers l'orageux midi,
 Ce n'est plus cette fois une émeute de femmes,
 C'est Lyon tout entier qui roule dans les flammes ;
 C'est un peuple affamé qui, des toits descendu,
 Pour la Charte promise à son travail ardu,
 Attaque l'industrie aux calculs économes ;
 C'est le rugissement de soixante mille hommes ;
 C'est un grand désespoir par la faim suscité,
 Un suicide immense où court une cité.

Le 8 décembre 1831, *La Caricature* publie en forme anonyme un poème intitulé « Le Réveil », une intervention qui vise la cible de la politique du président du Conseil Casimir Perrier et plus exactement de la faction politique qu'il représente, c'est-à-dire la « résistance » aux idéaux républicains et démocratiques criés derrière les barricades élevées par les héros de 1830. Parmi les nombreux journaux d'orientation et de tonalités politiques différentes qui se présentent comme les auteurs d'une vraie campagne diffamatoire contre le « justemilieu », émerge *La Caricature* pour l'espace qu'elle réserve aux lithographies politiques de grands artistes comme Daumier, Charles, Raffet, Decamps, Granville, Bellangé, Deveria,

⁽¹⁾ *La Caricature morale, religieuse, littéraire et scénique*, 8 décembre 1831.

pour le nom d'Honoré de Balzac qui a été non seulement le premier éditeur mais aussi le rédacteur des premiers numéros, et surtout pour une ironie et un sarcasme extrêmement subtils, très éloignés de la brutalité de l'autre création de Philippon, *Le Charivari* (décembre 1832) comme des orientations encombrantes d'autres journaux de gouvernement tels que *Le Journal des Débats*. Le lyonnais Charles Philippon fonde l'hebdomadaire *La Caricature, morale, politique et littéraire* le 4 novembre 1830 (il changera son format et son nom le 23 décembre 1830 en devenant *La Caricature, morale, religieuse littéraire et scénique* avec l'éditeur Aubert, et « ses trois hommes d'État », Cler, Altaroche et Desnoyers, son « comité de rédaction », dans le passage Vero-Dodat de Paris⁽²⁾). La lithographie « Les bulles de savons » de février 1831, marque l'empreinte et la mission du journal avec un dessin du buste de Louis-Philippe qui, d'une mousse de juillet, transforme en bulles de savon les engagements promis et non respectés par le nouveau règne. Après quelques mois et

plusieurs accusations, le 14 novembre 1831, Philippon est condamné à six mois de prison pour deux gravures dont l'une représentait le roi en habit de maçon occupé à effacer les expressions de Juillet (« Le Replâtrage ») : il se défend avec une audace sans précédent, il affirme qu'il ne convenait pas « d'évoquer la personne du monarque parce qu'un dessinateur crayonnait sa tête pour symboliser le pouvoir. S'il fallait se fier aux ressemblances, où irait-on ? »⁽³⁾ et, dans ce moment-là, son sarcasme est guidé par la rébellion contre une monarchie qui a trahi les intentions des martyrs de Juillet et c'est elle qui lui fait esquisser ce qui sera la marque du régime, la métamorphose d'une poire qui aboutit à la tête de Louis-Philippe : « La Poire ». Donc, la maison Aubert se transforme en très peu de temps en une « place de guerre imprenable »⁽⁴⁾ contre la politique de Casimir Perier qui s'appuie sur le maintien du *status quo* dans la politique intérieure comme dans les affaires de politique extérieure : la révolution de Juillet n'a été qu'un accident de parcours, un changement dans



⁽²⁾ KERR (D. S.), *Caricature and french political culture 1830-1848. Charles Philippon and the illustrated press*, New York, Clarendon Press Oxford, 2000, p. 20-21.

⁽³⁾ LEDRÉ (C.), *La Presse à l'assaut de la monarchie (1815-1848)*, Armand Colin, Paris, 1960, p. 142.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, p. 139.

l'élite politique qui doit réaliser un renforcement du pouvoir exécutif, afin qu'il puisse vivre en autonomie par rapport au trône. Tout le monde connaît la souffrance royale pour ce premier ministre, qui ne laisse aucune liberté de manœuvre, mais désormais il n'y a aucune possibilité de revenir sur ce coup de fouet à droite. Ce sont les associations républicaines et les journaux qui en souffriront le plus, mais le peuple sera l'objet lui aussi de la violence gouvernementale : il suffit de rappeler le degré de violence utilisée pour réprimer le mécontentement populaire, la loi interdisant les rassemblements et certaines mesures qui arment le peuple contre lui-même, ainsi dans le cas de la réorganisation d'une garde nationale qui devient le bâton à utiliser contre le citoyen dissident, cette armée de civils qui est appelée à intervenir pendant les horaires de foule dans les rues et avec une violence sans précédents. Nous sommes dans la période où le gouvernement est accusé d'employer des « bandes d'"assommeurs" » pour réprimer les soulèvements populaires et de les provoquer par des individus qui stationnent du matin jusqu'au soir dans les rues de Paris et contre lesquels le ministère de l'Intérieur n'agit pas, comme l'écrit *Le National* du 18 juin 1831 : « Si le rendez-vous des premiers groupes est connu à l'avance [...] et cela est depuis quatre jours, comment se fait-il qu'on attende au soir pour agir ? »⁽⁵⁾. La poigne de fer de Casimir Perier fait penser à un rapprochement du système orléaniste à la Restauration, surtout pour sa conception de la domination du territoire, par l'emploi policier du télégraphe aérien qui lui permet de tâter le pouls des soulèvements sur tout le territoire et le cas échéant d'intervenir militairement. C'est pour cette raison que, comme cela a été souligné par Paul Charbon dans *La Télégraphie Chappe*, même si l'ordonnance du 19 octobre 1830 établit l'autorité de tutelle du télégraphe dans la division des Ponts et Chaussées, liée au ministère du Commerce et à celui des Travaux Publics, le comte d'Argout, en ce temps-là ministre du Commerce, demande le 28 mai 1831 et obtient du

roi que le télégraphe reste « directement et sans intermédiaires dans les mains du ministre de l'Intérieur... », car « l'administration des lignes télégraphiques est, avant tout, une institution de haute confiance, elle est instruite des événements de l'Intérieur avant le gouvernement... C'est donc un établissement éminemment politique ». Dès qu'il retourne dans les mains du ministre de l'Intérieur, et sur la base de ce que Paul Thureau-Dangin mentionne dans son *Histoire de la Monarchie de Juillet* (1888), le télégraphe révoque le préfet de Strasbourg après l'arrivée de la nouvelle qui annonce la mutinerie de la garde nationale, le 25 septembre 1831. Ce fonctionnaire d'état doit être destitué puisqu'il a cédé à l'opposition des citoyens qui voulaient la réduction d'un droit d'octroi, le mot « capitulation » est un terme qui ne peut pas entrer dans le vocabulaire du gouvernement : « À peine informé, le ministre, par télégraphe, révoque le préfet et ordonne que la totalité du droit [d'octroi] soit exigée »⁽⁶⁾.

La nouvelle du soulèvement des canuts lyonnais ne fait qu'aggraver la situation. Le 22 novembre 1831, la révolte de 80 000 ouvriers se déchaîne après des années de baisse des salaires, sans un accord parmi les chefs des ateliers et fabricants sur un tarif au minimum pour le prix des façons⁽⁷⁾. Ce qui remonte à la surface c'est un conflit social qui essaye de faire sortir les tisseurs du piège libéral des prix établis par les chefs d'atelier. Cependant, pour le gouvernement c'est un désordre quelconque à réprimer, d'autant plus qu'il s'agit d'une révolte dépourvue d'une base politique ou idéologique et à ce propos les mots du préfet nous en donnent la certitude quand il dit que « le gouvernement du Roi n'a jamais été méconnu »⁽⁸⁾. Le 5 décembre 1831, après la victoire du peuple de la Croix-Rousse, le maréchal Soult, ministre de la guerre, et le prince royal entrent dans Lyon, une garnison de 20 000 hommes s'y installe, au détriment de la garde nationale qui est renvoyée ; on décide de construire des bastions pour séparer

(5) THUREAU-DANGIN (P.), *Histoire de la Monarchie de Juillet*, Éd. Plon, Nourrit et C^{ie}, Paris, 1888-1892, Tome II, Livre II, p. 4.

(6) THUREAU-DANGIN (P.), *Histoire de la Monarchie de Juillet*, éd. Plon, Nourrit et C^{ie}, Paris, 1888-1892, Tome II, Livre II, p. 4.

(7) CHARLÉTY (S.), *La Monarchie de Juillet (1830-1848)*, in LAVISSE (E.), *Histoire de la France contemporaine depuis la révolution jusqu'à la paix de 1919*, Librairie Hachette, Paris, 1921, Tome V, p. 65-68.

(8) *Ibid.*, p. 67.

le faubourg de la Croix-Rousse du reste de la ville et on efface le tarif des façons établi par les ouvriers et contresigné par le préfet Bouvier-Dumolard⁽⁹⁾. Dans cette situation où le peuple arrive à maîtriser le territoire et à s'imposer aux autorités, voire en mettant aux arrêts le préfet, pour sortir d'un état d'indigence créée par la « liberté des transactions » des chefs d'ateliers, la victoire devient embarrassante, ce qui reste dans le cœur des ouvriers de ces journées de combat c'est le souci « de rétablir l'ordre et de respecter les propriétés »⁽¹⁰⁾. Cependant, le gouvernement doit intervenir, et surtout quand il s'agit d'une question de principe : le maintien de l'ordre public avant tout et pour le faire respecter, il faut utiliser le télégraphe qui permet de vérifier la condition des territoires mis à feu et à sang par l'exaspération du peuple, recevant en quelques heures les dépêches qui renseignent sur le soulèvement et qui permettent au gouvernement de réagir avec la force nécessaire. Le 8 décembre 1831, *La Caricature* frappe avec deux articles qui, de manières différentes, dénoncent la sournoise politique répressive du gouvernement, le fruit d'un contrôle national qui provoque le malaise social et qui s'élanche sur ceux qui encouragent à la haine du télégraphe. C'est par le truchement de la pure satire et de l'anonymat que cet hebdomadaire témoigne de la trahison des idéaux de la révolution de Juillet en publiant un discours du président du Conseil au Parlement. Le propos est redondant de démagogie, il veut cacher le drame en cours dans la société civile, mais le sarcasme des interruptions l'en empêche, plusieurs interlocuteurs l'apostrophent avec des demi phrases qui frôlent le comique pour souligner les aspects paradoxaux de la politique du gouvernement Perier.

ÉPISODE PARLEMENTAIRE⁽¹¹⁾.

Le Président du Conseil. – « Regardons, Messieurs, autour de nous, tout aspire au rétablissement de l'ordre... »

– Hum ! Hum !

Le Président. – Plaît-il ?

– Oh ! rien : Lyon est à feu et à sang.

Le Président. – « ... Partout les esprits se calment... »

Un Commis voyageur. – Le calme de la Vendée m'a coûté ma valise et l'oreille gauche.

Le Président. – « ... L'activité sociale recommence... »

– Oh là ! Oh là ! oh là là !

Le Président. – Plaît-il ?

– Oh, rien : la garde nationale empoigne, l'ouvrier assomme, et le sergent de ville transperce.

Le Président. – « ... Enfin, Messieurs, comme je vous disais donc, nous entrons dans cet avenir de liberté égale... »

Un Conspirateur de sept ans. – Monsieur le gouvernement, voulez-vous, s'il vous plaît, me faire restituer papa, maman, mes trois frères et ma bonne, qu'on a mis hier en prison pour avoir excité à la haine et au mépris du télégraphe ?

L'Huissier. – Silence, donc !

Le Président. – « ... De liberté égale, paisible et féconde que nous a promise la révolution. »

À suivre dans le même numéro, sous la rubrique consacrée au triomphe de la justice, à la force de la vengeance (« Némésis »), « Le Réveil », un poème sans signature qui dans sa première partie décrit l'ambiance paresseuse de la semaine qui précède la conquête de Lyon par les canuts et l'intervention militaire du gouvernement. Paris est le royaume de l'oisiveté, les ministres s'affalent sur leurs canapés, Hippolyte Castille dans *Les hommes et les mœurs en France sous le règne de Louis-Philippe* (1853) nous parle de cette période comme de l'époque des ministères qui deviennent de « petits arrangements de famille... On tâchait de s'entendre comme des héritiers qui voudraient, à l'amiable, se partager un bien non déclaré à l'enregistrement... Le pays, les bras croisés, regardait faire », donc on a leur permis de s'envelopper dans leurs fauteuils ministériels où ils noient, endormis dans le sommeil du vaurien, « un lubrique sommeil », rassurés par les prophéties d'un Adolphe Thiers fondant de joie pour l'avenir du système orléaniste, un avenir extraordinaire qui fait naître « les fleurs » « dans le mois de novembre ». Ils sont loin de s'inquiéter de ce qui arrive dans le reste du pays, il y a « la bénigne dépêche » qui leur permet de se vanter du « calme universel » au « conseil » des minis-

⁽⁹⁾ CHARLÉTY (S.), *La Monarchie de Juillet (1830-1848)*, in LAVISSE (E.), *Histoire de la France contemporaine depuis la révolution jusqu'à la paix de 1919*, Librairie Hachette, Paris, 1921, Tome V, p. 67.

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*, p. 67.

⁽¹¹⁾ *La Caricature morale, religieuse, littéraire et scénique*, 8 décembre 1831.

tres comme devant le monument du triomphe napoléonien, le Carrousel. Endormi sur la colline de Montmartre, une des premières stations de télégraphie aérienne de Paris et première station intermédiaire de la ligne Paris – Lille (« Le riant télégraphe à Montmartre endormi »), le télégraphe est un allié qui gesticule amicalement avec quelques rares dépêches, faibles communications qui font oublier « ces tristes nuits » où le bruit des tambours et le tintement des campanes des casernes faisait tressaillir Paris dans l'obscurité, menacée par des émeutes. Les temps des rassemblements dans la nuit sont lointains, l'indéchiffrable ami du gouvernement semble si bien dressé que seul un de ses gardes sédentaires suffit pour défendre la charge ministérielle (« Pour défendre le seuil de chaque ministère », « C'était assez pour vous qu'un garde sédentaire ») mais il y a quelque chose d'autre qu'il peut faire : gesticulant mystérieusement des sommets des établissements ou des collines, il envoie à travers les airs un code secret qui crée sur terre de drôles de combinaisons. « Mariant la giberne à l'innocent briquet », « Balançât sur l'épaule un frauduleux Gisquet », ces deux vers nous apparaissent devant les yeux comme le morceau d'une image se composant rapidement et par enchantement télégraphique, mais d'une façon bien nette : il s'agit de la combinaison d'une giberne qui assortie avec un sabre briquet fait paraître magiquement sur une épaule le balancement d'un fusil.

À bien regarder, le « frauduleux Gisquet » n'est qu'un des lieux communs essentiels de l'époque, comme l'a souligné le stendhalien Michel Crouzet : « parler des fusils "anglais" est une profession de foi ! »⁽¹²⁾, puisque ce qui reste dans la mémoire de l'opinion publique de l'affaire de 300 000 fusils défectueux achetés en Angleterre par le juge du tribunal de commerce, Henri Gisquet, contre un pot-de-vin d'un million de francs, c'est une sentence absolutoire. Henri Gisquet est un « "juillet" émérite », « l'exemple même du fonctionnaire qui "vole"⁽¹³⁾ » et qui en tant que juge du tribunal de commerce, à la fin de la Révolution de 1830, reçoit du président du conseil Jacques

Laffitte la charge de satisfaire le besoin national de munitions en les achetant à l'Angleterre. En octobre 1830 Henri Gisquet est un banquier au bord de la faillite. Il retournera avec un lot de fusils dont la mécanique archaïque, (« Mariant la giberne à l'innocent briquet »), passera inaperçue au contrôle d'une commission instituée par le ministère de la Guerre et qu'il vendra à ce même ministère à un chiffre plus cher que les autres concurrents : ses relations avec Casimir Perier et James Rothschild obligeront le ministre de la Guerre Soult à les acheter contre une commission. Ce scandale sera dénoncé par le directeur du journal *La Tribune*, Armand Marrast, qui accusera Gisquet et Soult d'avoir obtenu de cette opération un million de francs chacun, accusation qui tombera dans le vide et lui amènera une condamnation à six mois de prison et à 6 000 francs d'amende tandis que Gisquet recevra la Légion d'honneur et sera promu chef de la préfecture de police⁽¹⁴⁾.

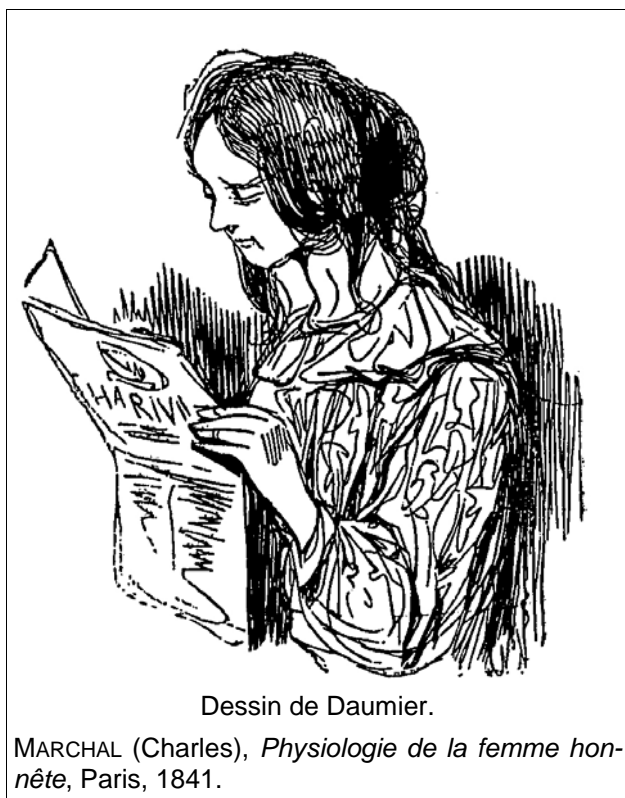
« *Quel réveil ! Ils dormaient sur le roc de Sisyphe ! – Soudain le télégraphe, effrayant logogryphe, – Automate de l'air par novembre engourdi, – Tend ses bras torturés vers l'orageux midi.* » Il est arrivé un brusque réveil pour les ministres, puisque la machine n'a pas été domptée, ils se sont endormis sur un rocher en perpétuel roulement, sur quelque chose d'imperceptible pour eux jusqu'à ce moment-là, mais qui existait et qui était sous les yeux de toute la nation. Le réveil de cette élite a été causé par cet engin qui était un allié paisible et qui tout à coup crée de l'angoisse avec le mouvement nerveux de ses bras mécaniques. Il se transforme en épouvantable jeu de mots croisés, il parle un langage à déchiffrer (« effrayant logogryphe »), « automate de l'air » dont la structure dénouée ne ressemble guère à l'immobilité qui le caractérisait dans les semaines précédentes, au début des révoltes lyonnaises. Deux bras en bois, s'agitant sans arrêt à cause des dépêches qui renseignent sur les actions des rebelles (et qui, avec les dépêches provenant d'Alger, créeront ces « embouteillages » de la ligne de Toulon et le projet suivant de la ligne transversale Bordeaux – Avignon, comme spécifié par

(12) STENDHAL, *Lucien Leuwen*, Texte établi et annoté par H. Debray, Introduction et notes historiques de M. Crouzet, Paris, GF-Flammarion, 1982, Vol. I, p. 359, note n°113.

(13) *Ibid.*, T.I, p. 359, note n°113.

(14) BLANC (L.), *Histoire de dix ans*, Pagnerre Éditeur, Paris, 1842, t. II, p. 435 et suivantes.

Guy De Saint Denis dans *La Télégraphie Chappe*⁽¹⁵⁾ se tendent vers la capitale pour raconter un drame : « *C'est Lyon tout entier qui roule dans les flammes* ». Cette phrase achève l'idée d'une transmission rapide, elle introduit le récit des canuts : ils sont descendus des hauteurs de la colline de la Croix-Rousse où ils habitent et travaillent (« – *C'est un peuple affamé qui, des toits descendu* ») pour défendre les droits promis dans la Charte constitutionnelle née de la révolution républicaine et démocratique de 1830 et contre ce libéralisme effréné qui les a réduits à la faim dans l'intérêt du profit industriel (« – *Pour la Charte promise à son travail ardu, – Attaque l'industrie aux calculs économes* »). « *Avant, Avant, Lion le Melhor* » est la devise franco-provençale de cette ville, mais le rugissement de ce lion vient des bouches affamées « de soixante mille hommes », un désespoir qui ne portera qu'un « suicide immense ». Les murs élevés par le progrès du marché ne sont plus franchissables, et la réalité c'est que n'importe



Dessin de Daumier.

MARCHAL (Charles), *Physiologie de la femme honnête*, Paris, 1841.

quel conflit social ou politique est combattu par un durcissement de la réponse gouvernementale aux provocations des ennemis du régime. Cependant, ce qui nous reste à dire c'est que ce récit si tragique que *La Caricature* nous vient de raconter avec tant de passion, en utilisant les bras du télégraphe optique pour nous renseigner que « *Ce n'est pas cette fois une émeute de femmes* », pourrait appartenir à un des « trois hommes d'état » qui ont écrit soit *La Caricature* que *Le Charivari* et on a pensé au journaliste Albert Cler. Il décrit la « promenade » dans la grande voiture louée par Philippon, pour porter toute la bande *Le Charivari* au procès d'août 1834 à Versailles, avec ces mots : « *Nous étions tous installés dans cet équipage, artistes et hommes d'état, anarchistes de crayon et de plume. Philippon dessinait des poires sur les stores ; Pigal croquait le cocher pour en orner une "scène familière" ; Daumier fumait un détestable cigare de Havane ; notre rédacteur en chef (Desnoyers) étudiait silencieusement les passants... Grandville et Julien, jeunes mariés, pensaient à leurs épouses délaissées ; Aubert ne pensait à rien, quant à moi, je faisais un logogryphe sur le mot Versailles.* »⁽¹⁶⁾ Donc, encore une fois ce « logogryphe » qui semble le caractériser soit pour le rébus des vers « – *Mariant la gibberne à l'innocent briquet, – Balançât sur l'épaule un frauduleux Gisquet* », soit pour la description plutôt maligne qu'en fait Lucien De La Hodde dans son *Histoire des sociétés secrètes et du parti républicain de 1830 à 1848* (1850) en faisant allusion au rôle de Cler dans la rédaction de *Le Charivari* : « *M. Albert Cler (c) était principalement chargé de la partie du carillon, du rébus et de la charade ; c'est là qu'il a étudié la science internationale* »⁽¹⁷⁾. Après toute ces hypothèses, on ne doit pas oublier la grande influence de Philippon sur sa création *La Caricature*, un contrôle, dit-il, « *que j'exerce jusqu'au moment de la publication* ». Il décidait tout, des lithographies jusqu'aux contenus des textes et en effet, c'est par le langage de Cler qu'on saisit la douleur d'un lyonnais.

(15) *La Télégraphie Chappe* (ouvrage collectif sous la direction de G. De Saint Denis), éditions de l'Est, 1993, p. 130.

(16) KERR (D. S.), *op. cit.*, p. 47-48.

(17) LA HODDE (L. de), *Histoire des sociétés secrètes et du parti républicain de 1830 à 1848*, Lanier, Paris, 1850, p. 351.